

Le PCF engage sa campagne électorale

Cette fois, il l'a dit ! Georges Marchais sera candidat à l'élection présidentielle du 26 avril prochain. Evidemment, on s'en doutait un peu, mais à force de l'entendre, lui et les autres dirigeants du PCF évoquer cette Conférence Nationale des 12 et 13 octobre, dont l'objet est justement « la désignation du candidat communiste et la définition des axes de la campagne », on finissait par croire que l'annonce en serait faite à ce moment. Les militants aussi, qui sans doute auront été surpris, en pleine préparation de cette conférence, d'apprendre ses conclusions.

Sept mois avant l'échéance, les thèmes de la campagne du PCF sont donc en place. Ils sont apparus lors de la fête de l'Humanité, et ils forment la trame de « l'espoir au présent », le livre que Marchais a écrit cet été.

Le premier de ces thèmes, c'est celui de la lutte, de la défense des travailleurs. Il n'est pas nouveau en soi. Déjà en 1977, après la rupture de l'union de la gauche, quand il s'était agit

d'affirmer sa différence avec l'ancien partenaire, le PCF s'était engagé dans une campagne de « parti des pauvres ». Campagne difficile d'ailleurs, il faut aujourd'hui le rappeler, qui avait été la source de contradictions et avait placé le PCF en porte-à-faux par rapport à son attitude antérieure plus « ouverte » à d'autres couches. C'est de là qu'est née « l'affaire de la fédération de Paris », par exemple.

Depuis quelques mois aussi, le PCF met l'accent sur les luttes ? pour des raisons sensiblement différentes il est vrai : en insistant sur la nécessité d'engager, tous azimuts, le combat contre le patronat, le PCF entend surtout prouver son utilité et renforcer la cohésion de ses rangs autour d'une cause commune, la lutte, à un moment où la rupture de l'union le laisse paraître sans perspectives. Greffée sur cette fonction tribunitienne, une nouvelle perspective a bien avancé, avec la « stratégie autogestionnaire ». Selon le PCF, chaque victoire des luttes serait la conquête de position nouvelles permettant de nouvelles luttes, de

nouvelles conquêtes, et ainsi de suite jusqu'au socialisme.

Mais qui croira, par exemple, que les allocations de rentrée accordée pour la troisième année consécutive par le gouvernement Barre et présentée par l'Humanité comme « un milliard arraché par la lutte » constituent une « position nouvelle », conquise dans la lutte et nous rapprochent du socialisme ?

L'accent mis aujourd'hui sur les luttes ne diffère pas des propos précédents, en ce sens qu'il vise tout à la fois à bien délimiter le PCF de son adversaire de la gauche, tout en continuant à se réclamer de la nouvelle démarche autogestionnaire.

Il y a cependant une nouveauté et de taille : être « de toutes les luttes, de tous les combats pour faire échec à Giscard et à Barre ». c'est être « anti-Giscard », disait Marchais à la fête de l'Humanité. « Je suis le candidat anti-Giscard » affirmait-il quelques heures plus tôt devant les micros.

Une triple réalité se dessine derrière ce mot d'ordre. Il s'agit

tout d'abord, en affirmant très haut et très fort son opposition à une politique, à juste titre honnie par les travailleurs, en appelant « au rassemblement de toutes les victimes de la politique giscardienne », de rallier un maximum de voix. Il s'agit aussi de laisser la porte ouverte à tous les amalgames possibles : à tout le moins, l'anti-giscardisme de tout ceux qui se reconnaissent pas dans le PCF est mis en doute. Mais une troisième réalité se profile : donner la priorité au combat contre Giscard, c'est, de fait, placer au second plan la cible favorite de ces derniers mois, à savoir, le parti socialiste. Sur la base de la constatation d'une évolution jugée positive du PS ? Evidemment pas. Par soudaine reconversion aux vertus de l'union ? Pas plus. Simplement, l'élection présidentielle approche, et chacun sait que c'est à son baromètre qu'on mesurera l'évolution du rapport de force entre les deux partis. Pour rogner le score socialiste, comme pour gagner lui-même des voix, le PCF se doit de ne pas apparaître comme trop « diviseur », il se d'apparaître comme un parti « qui n'a qu'un seul ennemi : le pouvoir ».

Diminuer l'intensité des critiques adressés au PS n'est pas cependant suffisant, dans la recherche d'un score valable aux présidentielles. Il faut ici, pour le PCF, dresser un écran de fumée devant les questions — pourtant

essentielles — qui l'ont concerné dans les deux années précédentes. Diriger toutes les flèches contre Giscard, en le faisant largement savoir, c'est du même coup tenter de mettre au second plan dans les faits, le soutien à l'invasion de l'Afghanistan, ou le récent alignement sur le gouvernement polonais dans son affrontement avec la classe ouvrière. Tâche difficile. Depuis l'après mars 1978, la direction du PCF a dessiné les contours de son parti autour de quelques grandes idées forces : la fermeté assiégée ; le caractère ouvrier, combatif du PCF ; la trahison du PS qu'il convenait de dénoncer sans relâche ; et enfin le soutien sans faille aux pays de l'Est, dotés d'un bilan « globalement positif ». Aujourd'hui, cette même direction cherche à minimiser les deux derniers points, sans pour autant apparaître comme se dédisant, ou donnant raison à tous ceux des militants qui critiquent le refus de l'union ou le bilan globalement positif.

A ceux à qui on demandait de « faire la clarté », en critiquant le parti socialiste ; va-t-on demander d'être moins virulent contre Mitterrand, et plus contre Giscard ? A ceux à qui l'on disait que « la défense des pays socialistes est à mettre au premier rang de nos tâches », va-t-on dire que ce sont les problèmes de la France qui sont déterminants ?

Nicolas DUVALLOIS

«L'espoir au présent», livre de Marchais : l'argumentaire électoral

«L'espoir au présent» n'est pas le développement des thèses du PCF, pas plus qu'il n'est une analyse fouillée de quelques problèmes importants. Il est, rédigé dans le « style Marchais » (« moi qui suis un ouvrier... ») une argumentation destinée à la campagne électorale. En neuf chapitres, et soixante-dix-huit sous-chapitres, le tout en deux cents pages, tout y est évoqué, du sport à la « démocratisation de la vie internationale », de mai-juin 1968 au bilan globalement positif, etc...

Il y a cependant une logique à cette succession d'exposés, dans la mesure où c'est l'image que cherchent à donner d'eux le candidat Marchais et son parti qui transparaît. Cela mérite bien quelques interrogations.

Sur la société future et les moyens d'y parvenir, tout d'abord : il ne suffit pas aujourd'hui, comme le fait Marchais, de prendre l'exact contre-pied des iniquités du règne Giscard-Barre, pour décrire un projet politique. Le chômage sévit-il : Marchais nous assure qu'il disparaîtra complètement. Le pouvoir est celui de la classe bourgeoise ? Marchais nous assure qu'il sera celui de la classe ouvrière. Les libertés d'aujourd'hui sont-elles relatives ? On nous assure que demain toutes les libertés existeront, pour tous. Etc, etc... En période électorale, ce tableau de la « société de demain » permet aisément de faire apparaître qu'il n'y a rien de commun entre ce que veut Marchais et ce que fait Giscard. Mais il permet tout aussi aisément de laisser dans

l'ombre, un certain nombre de questions essentielles ; sachant sa possibilité d'accéder au gouvernement, le PCF avait élaboré avant 1977, un projet politique beaucoup plus précis et concret, où transparaissait sa conception du socialisme : ainsi était défini, par exemple, un seuil de nationalisations, des principes de gestions où apparaissaient mieux le rôle déterminant qu'entend s'arroger le PCF, ou encore une réorientation des échanges extérieurs en direction des pays de l'Est. Qu'en est-il aujourd'hui de ce projet ? Le PCF l'aurait-il abandonné ? Marchais ne juge pas utile de le dire. Sans doute faut-il expliquer ce silence par le fait que le PCF n'espère plus, dans l'échéance présidentielle, sa participation au pouvoir. De ce point de vue aussi, le flou est de mise. Marchais affirme bien que le PCF « parviendra demain à l'union avec le PS », mais, il ajoute aussi que « le PCF, c'est la clé politique de l'avenir pour les travailleurs ». Dans l'état actuel des choses, le discours sur l'union n'est-il pas alors une simple formule de rhétorique, quand il est suivi de développements sur l'impératif choix des solutions du PCF ? Marchais rêve évidemment d'une union de la gauche où le PCF serait en position dominante, et capable d'imposer ses choix. On peut le comprendre en filigrane de ses propos.

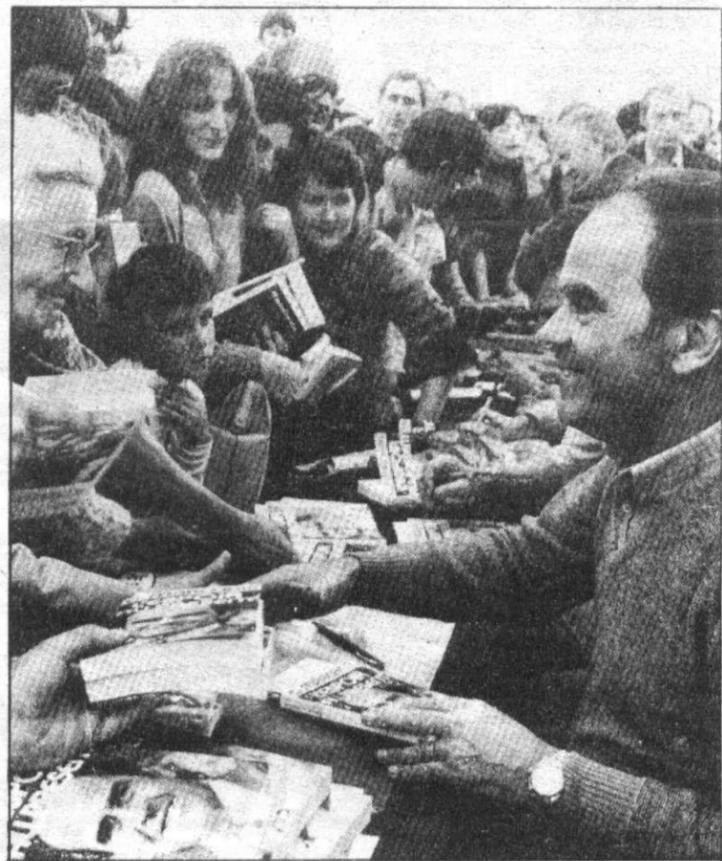
Un bilan laborieux

Le « bilan globalement positif » occupe une place certaine dans L'espoir au présent. Il était à coup sûr difficile pour Marchais d'éviter le traitement de cette

question dans un livre écrit au moment même où les travailleurs polonais entraînent par centaines de milliers en lutte contre leur gouvernement.

Si les contradictions apparaissent ici avec netteté, c'est avant tout par la force des faits. Difficile, en ce mois de septembre, d'évoquer un « formidable bilan » en laissant de côté toutes les réalités aujourd'hui largement révélées. Difficile aussi, à l'orée d'une campagne électorale où il faudra arracher le maximum de voix, d'apparaître comme trop simplificateur, trop enthousiaste devant les exemples de l'Est.

Marchais consacre trois pages à fonder son « bilan » sur l'absence de chômage, l'absence d'inflation, les progrès en matière médicales, culturelles, sportives, etc... : « Si les travailleuses et travailleurs de notre pays prenaient connaissance du bilan réel du socialisme, de sa réalité toute nue — sans fards et sans mutilation — ils en tireraient une conclusion : pourquoi ne pas essayé de construire chez nous le socialisme ? ». Mais dix pages plus loin, il lui faut bien reconnaître des faits, sous peine de perdre toute crédibilité : « Les pays socialistes subissent les retombées de la crise des pays capitalistes, du freinage de la croissance, de l'inflation, des désordres monétaires. Au plan économique, les réserves de main d'œuvre s'épuisent. Le dégage-ment des moyens énergétiques, la mise en œuvre de nouvelles technologies exigent des investissements importants. Les besoins sociaux deviennent plus divers, et plus complexes à satisfaire. »



Même démarche pour la démocratie : il s'agit là d'une « exigence universelle du socialisme », mais « nous avons une divergence avec nos camarades soviétiques sur cette question ». « L'exigence universelle » est bloquée aux frontières de l'URSS, mais pourtant « l'URSS est un grand pays socialiste » !

Sans nuances

On ne sera pas quitte avec L'espoir au présent, si on n'en relevait les contre-vérités, et les simplismes les plus outranciers.

Faut-il évoquer le nucléaire, problème complexe s'il en est, et qui a tout le moins mérité une analyse approfondie ? Marchais n'y va pas « avec le dos de la cuillère », pour emprunter à son style : « Quand je lis ces « anti-nucléaires », leurs écrits me rappellent certains récits de mes parents. A l'époque, on ne disait

pas « société nucléaire = société policière », mais on disait « société électrique = société diabolique ». Et d'ailleurs, « depuis dix ou vingt ans, des millions de personnes habitent à côté de centrales nucléaires sans problèmes particuliers ». Expédiée, la question du nucléaire. Autre sujet, même aisance à se débarrasser des questions : page 75, « de l'ouvriérisme ?... » Sans doute, des militants se porteront-ils directement là, puisqu'aussi bien ils sont nombreux à avoir critiqué depuis mars 78, l'attitude ouvriériste de leur direction. Mais que lit-on ? 1500 caractères pour expliquer ce qu'on ne sait que trop, à savoir que « la misère, ça existe ». Ça permet de faire l'économie d'une démonstration, et au passage, cela tente de faire croire que critiquer la position ouvriériste du PCF, c'est refuser de prendre en compte la situation des masses...